



## Conseil économique et social

Distr. générale  
11 octobre 2011  
Français  
Original : anglais

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
Session ordinaire de 2012  
30 janvier-8 février et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010,  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général  
par les organisations non gouvernementales dotées  
du statut consultatif auprès du Conseil économique  
et social, en application de la résolution 1996/31  
du Conseil économique et social**

**Note du Secrétaire général**

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Service social international . . . . .	2
2. Association internationale de sociologie . . . . .	4
3. Alliance internationale de tourisme . . . . .	6
4. Association internationale des tunnels et de l'espace souterrain . . . . .	8
5. Union internationale des économistes . . . . .	10
6. Fondation ISHA . . . . .	12
7. Japan Federation of Bar Associations . . . . .	14
8. Kids Can Free the Children . . . . .	16
9. Korean Institute for Women and Politics . . . . .	18
10. Lama Gangchen World Peace Foundation . . . . .	20
11. Legião da Boa Vontade . . . . .	22
12. Life for Relief and Development . . . . .	24
13. Link-Up (Queensland) Aboriginal Corporation . . . . .	27
14. Association internationale des femmes médecins . . . . .	28
15. Mercy-USA for Aid and Development . . . . .	30



## **1. Service social international**

**(Statut consultatif spécial : 1947)**

### **Introduction**

Service social international est une organisation internationale dont le siège se trouve à Genève et dont le réseau est actif dans plus de 120 pays.

### **Objectifs et mission**

Service social international mène des projets spéciaux correspondant à sa mission, par exemple un projet international de médiation familiale, des programmes pour enfants handicapés et des programmes de promotion de la protection de l'enfance.

### **Changements à signaler**

Durant la période 2007-2010, des accords de coopération ont été signés avec l'Association internationale francophone des intervenants auprès des familles séparées et avec Red Latinoamericana de Acogimiento Familia. En 2007, un nouveau Secrétaire général a pris ses fonctions. En 2008, un nouveau plan stratégique a été élaboré et adopté par le Comité exécutif pour la période 2008-2012. En 2010, à l'issue d'une révision des statuts, de nouveaux organes de gouvernance ont été créés et le Secrétariat général a été renforcé, avec la mise en place de contrôles financiers rigoureux et de nouveaux systèmes de gestion performants.

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

Au cours de l'exercice 2007-2010, l'organisation a continué d'appuyer le Comité des droits de l'enfant en transmettant aux pays des informations utiles, et a coprésidé chaque année le groupe de travail sur les enfants privés de soins parentaux du groupe d'ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant. En 2007, elle a achevé le projet de compilation d'informations sur la protection de remplacement pour les enfants financé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des études sur la protection de l'enfance dans les pays musulmans. En 2008-2009, avec SOS Villages d'enfants, elle a contribué à la rédaction et à la promotion des Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants, que l'Assemblée générale a accueillies avec satisfaction dans sa résolution 64/142.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

Au cours de la période 2007-2010, des représentants de Service social international ont assisté aux sessions annuelles de l'Assemblée générale et du Comité des droits de l'enfant, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les droits de l'enfant (en tant que membre du Groupe d'ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant) et aux travaux de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Ses représentants ont également pris la parole lors de plusieurs conférences sur l'adoption internationale et les mesures de protection organisées par les autorités centrales et le Ministère du travail et des affaires sociales des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Belgique, Burkina Faso, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Inde, Islande, Italie, Japon, Lituanie, Mali, Norvège,

Pays-Bas, Pérou, République tchèque, Roumanie et Suisse. En 2007, Service social international a assisté à la réunion consultative informelle organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et, en collaboration avec l'UNICEF, organisé en Azerbaïdjan, en France, au Kirghizistan, à Madagascar et en Roumanie des stages de formation à l'intention des nouvelles autorités centrales. En 2008, l'organisation a assisté à la réunion du Conseil des droits de l'homme. En 2009, elle a participé à la Conférence de La Haye de droit international privé (au cours de laquelle elle a présidé une séance de travail); à la Conférence internationale organisée au Burkina Faso, elle a présenté un discours vedette au nom de la Conférence de La Haye.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

Au cours de la période 2007-2010, Service social international a travaillé avec l'UNICEF et l'Union européenne pour aider la République de Moldova à réformer sa législation et créer un cadre favorable à la décentralisation des services sociaux. En 2007, elle a collaboré avec l'UNICEF sur un projet du Programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants de l'Union européenne portant sur la mise en place de services sociaux intégrés pour les familles vulnérables et les enfants en danger en République de Moldova, et procédé à l'évaluation des systèmes de protection de l'enfance de l'Azerbaïdjan, de Chypre, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de Madagascar; elle a aussi organisé pour les représentants des autorités centrales des stages de formation sur l'adoption internationale. Un stage de formation similaire a également été organisé pour les représentants des comités pour l'UNICEF de la France, de l'Italie et de l'Espagne. L'organisation a également suivi les réformes législatives en matière d'adoption internationale et de protection des enfants sans famille, notamment en Azerbaïdjan, en France, au Pérou et en Roumanie, à la demande d'organismes internationaux tels que l'UNICEF et l'Union européenne et des gouvernements de différents pays. En 2010, l'UNICEF l'a chargée de réviser un rapport sur les adoptions internationales qui ont eu lieu après le tremblement de terre en Haïti. Service social international a également collaboré avec le HCR, le Conseil des droits de l'homme, Save the Children et l'Institut interaméricain de l'enfance.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Service social international travaille à la promotion de la protection de l'enfance au niveau mondial et à la mise en application des Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants.

### **Information complémentaire**

En 2010, l'organisation a publié son *Rapport mondial 2009-2010*, qui peut être consulté sur son site Internet : [http://www.iss-ssi.org/2009/assets/files/ISS\\_Global\\_Report-2009\\_FINAL.pdf](http://www.iss-ssi.org/2009/assets/files/ISS_Global_Report-2009_FINAL.pdf).

## 2. Association internationale de sociologie

(Statut consultatif spécial : 2003)

### Introduction

Pas de changement

### Objectifs et mission

Pas de changement

### Changements à signaler

Deux modifications des statuts de l'Association internationale de sociologie ont été approuvées en juillet 2010 lors de l'Assemblée des Conseils réunie à Gothenburg, en Suède. Ces deux modifications concernent l'article 4 (adhésion individuelle) et les articles 10 et 11 (processus de désignation).

### Contribution aux activités des Nations Unies

En juillet 2010, le XVII<sup>e</sup> Congrès mondial de sociologie, dont le thème était « La sociologie en mouvement », a eu lieu à Gothenburg. Parmi les activités relevant de ce thème et destinées aux jeunes universitaires, on citera :

a) **Le Laboratoire international pour doctorants** : L'Association donne la priorité aux programmes qui visent à développer le socle de connaissances, les aptitudes méthodologiques et les compétences théoriques des jeunes sociologues du monde entier. Elle poursuit ainsi les trois principaux objectifs auxquels devrait s'attacher toute association scientifique internationale, à savoir :

- i) La formation de jeunes universitaires : la préparation des sociologues de demain est un investissement des plus précieux, car elle contribue à la pérennisation d'une communauté sociologique compétente et dynamique;
- ii) La formation d'une véritable association internationale, qui donne aux jeunes sociologues des occasions de se rencontrer, de collaborer et de nouer des relations intellectuelles durables; la création d'une véritable communauté sociologique internationale permettra également d'offrir davantage de perspectives aux sociologues des pays en développement, généralement exclus des projets de recherche et de l'enseignement universitaire supérieur;
- iii) L'amélioration de la qualité scientifique générale des recherches sociologiques et le renforcement du prestige de la discipline. Le développement systématique des compétences méthodologiques des jeunes universitaires et de leurs aptitudes en matière de recherche est l'une des meilleures façons d'atteindre cet objectif;

Au cours des années 2007 à 2009, trois rencontres ont été organisées : en novembre 2007 à Maidugari (Nigéria), sur le thème de la mondialisation, des problèmes sociaux et des politiques sociales; en juin 2008 à Moscou, sur le thème de l'enseignement et des médias et en octobre 2009 à Yokohama (Japon) sur le thème de la sociologie à l'ère de la mondialisation;

b) **Le concours mondial pour jeunes sociologues** : Le concours de recherche en sociologie est organisé tous les quatre ans par l'Association. Pour

participer, les candidats doivent soumettre un article inédit. Les lauréats sont invités à participer à une des réunions du Congrès mondial de sociologie. Les articles primés peuvent être publiés dans la revue de l'Association ou dans l'une de ses autres publications après approbation du comité éditorial et révision. Pour la cinquième édition du concours mondial pour jeunes sociologues (2007-2010), 130 articles ont été présentés par des candidats issus de tous les continents. Les lauréats ont été invités à participer à un atelier de trois jours qui s'est tenu à Gothenburg en juillet 2010;

c) **Les publications de l'Association internationale de sociologie :** L'Association publie une collection de livres, *SAGE Studies in International Sociology*, et deux revues (six numéros par an).

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

En 2008, l'Association a envoyé des représentants aux réunions suivantes :

a) Réunions de la Commission de la condition de la femme et atelier d'une journée avant la session, ainsi que certaines manifestations parallèles organisées par des ONG;

b) Dix-septième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale qui s'est tenue à Vienne;

c) Conférence de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur le thème des interventions de la justice criminelle face à la traite d'êtres humains, au cours de laquelle un procès a été mis en scène et des jeux de rôle ont été organisés, dans le cadre de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains;

d) Présentation du Directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les dernières activités du Service de la prévention du terrorisme, faite au Siège de l'ONU.

En 2009, des représentants ont assisté à des réunions de la Commission de la condition de la femme.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

À la session de 2009 de la Commission de la condition de la femme, l'Association internationale de sociologie a organisé des séances sur les sujets suivants : égalité de participation aux processus décisionnels (recherche et action), résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et plans d'action nationaux, suivi de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité dans le système des Nations Unies et au niveau national (difficultés et succès), intervention au nom des veuves dont les droits ont été bafoués dans le sud-est du Nigéria et égalité de participation aux processus décisionnels dans les groupes autochtones.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Des 55 comités de recherche du réseau permanent de l'Association, 24 étudient la question des inégalités et ont systématiquement contribué à la

formulation des idées sur lesquelles reposent les objectifs du Millénaire pour le développement.

#### **Information complémentaire**

L'Association internationale de sociologie est membre du Conseil international des sciences sociales et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Elle est représentée au Conseil d'administration du Réseau de développement mondial.

### **3. Alliance internationale de tourisme**

**(Statut consultatif spécial : 1947)**

#### **Introduction**

L'Alliance internationale de tourisme est une fédération d'associations automobiles, de *touring* clubs et d'organismes touristiques comprenant 130 associations membres réparties dans 90 pays du monde. Collectivement, les associations membres actifs de l'Alliance comptent plus de 110 millions de membres individuels dans le monde. De par sa portée et son importance et du fait qu'elle représente à la fois les intérêts des automobilistes et des touristes en général, son action a du poids et elle jouit d'une grande considération à l'échelle internationale.

#### **Objectifs et mission**

Depuis sa fondation en 1898, l'Alliance internationale de tourisme soutient et encourage le rôle essentiel joué par le tourisme en faveur de l'entente internationale. Un de ses principaux objectifs est de faciliter les voyages touristiques, notamment en ce qui concerne les obstacles restreignant la circulation transfrontalière. Consciente du nombre toujours croissant de véhicules automobiles qui sont utilisés dans le monde, pour les voyages de loisir, les voyages à but commercial professionnel, les déplacements entre le domicile et le travail et les transports commerciaux, l'Alliance continue de s'efforcer d'harmoniser la réglementation internationale de la circulation et de protéger les usagers de la route contre une taxation, des procédures et une législation abusives et restrictives. Elle reconnaît l'importance vitale des voyages en véhicules routiers privés et commerciaux, ainsi que des transports publics dans l'amélioration du niveau de vie des populations et pour chaque économie nationale. Par conséquent, l'Alliance vise à promouvoir toute mesure pouvant contribuer à la sécurité routière et à l'usage responsable de tout moyen de transport. Elle travaille en collaboration étroite avec son organisation sœur, la Fédération internationale de l'automobile et assure la promotion des activités de cette dernière en matière de mobilité et de sécurité routière, de même qu'elle lui fournit un soutien matériel. Conjointement avec la Fédération, l'Alliance élabore et applique des textes qui font autorité au niveau international et facilitent les voyages et le tourisme au niveau international. Ses principaux domaines de compétence concerne toutes les questions relatives aux déplacements des personnes : le tourisme « de grand air » (camping et caravaning), la conduite écologique, la mobilité des voyageurs, l'utilisation respectueuse du réseau routier, la facilitation des formalités de passage des frontières, la sécurité routière et la protection de l'environnement.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

**Contribution aux activités des Nations Unies**

Chaque année, l'Alliance internationale de tourisme participe à de nombreuses réunions de divers groupes de travail des Nations Unies, principalement celles organisées dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe.

**Participation à des réunions des Nations Unies**

Au sein de la Commission économique pour l'Europe, l'Alliance internationale de tourisme prend une part active aux travaux du Comité des transports intérieurs et de ses groupes de travail spécialisés. Des rapports écrits et oraux sont présentés sur des thèmes relatifs à la sécurité routière, aux questions douanières et aux documents de facilitation du passage des frontières. L'Alliance participe régulièrement au Groupe de travail sur les questions douanières relatives aux transports et au Groupe de travail sur la sécurité de la circulation routière et sur l'harmonisation des règlements relatifs aux véhicules. Elle a pleinement contribué aux récentes révisions des conventions douanières des Nations Unies relatives à l'importation temporaire de véhicules routiers privés (1954) et de véhicules routiers commerciaux (1956), ainsi que de la Convention sur la circulation routière (1968) et collabore toujours à la mise à jour de ces conventions. En ce qui concerne les conventions relatives aux véhicules de 1954 et 1956, l'Alliance internationale de tourisme est une des organisations internationales mondiales qui coordonnent et gèrent un réseau de documents de douane, veillant à l'utilisation correcte et efficace des carnets de passage en douanes et des triptyques visés par les deux Conventions. Ces documents de passage en douane servent à faciliter les déplacements transfrontaliers des véhicules privés et commerciaux et contribuent à réduire ou à prévenir le traitement arbitraire, parfois abusif, des voyageurs.

**Coopération avec des entités des Nations Unies**

L'Alliance de tourisme internationale se tient informée des travaux connexes effectués par les Commissions économiques pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie occidentale. Elle attache une grande importance aux activités de l'ONU et de ses organismes spécialisés et, comme indiqué dans le présent rapport, prend une part active à leurs travaux dans la mesure où ils ont rapport aux domaines de compétence de l'Alliance, notamment ceux du tourisme, de la liberté de déplacement et des transports.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Alliance travaille en collaboration avec la Fédération internationale de l'automobile en vue du lancement en 2011 de la Décennie d'action pour la sécurité routière des Nations Unies.

#### **4. Association internationale des tunnels et de l'espace souterrain**

**(Statut consultatif spécial : 1987)**

##### **Introduction**

Créée en 1974, l'Association internationale des tunnels et de l'espace souterrain a changé son nom d'origine « Association internationale des travaux en souterrain », en mai 2007, sans changer son acronyme. Il s'agit d'une fédération qui compte, à l'heure actuelle, 64 nations membres.

##### **Objectifs et mission**

Les principaux buts et préoccupations de l'Association sont :

- Sensibiliser le public et les décideurs aux avantages uniques du souterrain, notamment les avantages sociaux et écologiques;
- Gérer et minimiser les risques et assurer la sécurité dans toutes les activités de percement de tunnels;
- S'engager résolument dans la voie du développement durable.

##### **Changements à signaler**

En 2007, l'Association a changé de nom pour mieux prendre en compte la dimension de l'utilisation de l'espace souterrain et a créé deux comités, à savoir : le Comité de l'éducation et de la formation et le Comité sur l'espace souterrain.

En 2009, la conférence de Sir Alan Muir Wood a été créée pour rendre hommage au génie de l'ingénieur de l'industrie tunnelière. L'Association est devenue fondatrice de la Fondation pour l'éducation et la formation pour le percement de tunnels et l'utilisation de l'espace souterrain.

##### **Contribution aux travaux des Nations Unies**

En 2007, l'Association a étudié la possibilité de tenir un séminaire sur la protection des infrastructures contre les risques naturels et les risques causés par l'homme.

En 2009, l'Association :

a) A participé à la Conférence sur l'urbanisation durable à l'ère de l'information, qui s'est tenue au Siège de l'ONU en mai 2010. Celle-ci a été organisée conjointement par l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) avec l'American Institute of Architects, la Regional Town Planning Association et plusieurs sociétés ou associations, notamment l'Association internationale des tunnels et de l'espace souterrain;

b) A organisé un atelier à Riyad sur les structures souterraines dans les climats chauds.

En 2010, le Directeur exécutif de l'Association internationale des tunnels et de l'espace souterrain et le Président du Comité sur l'espace souterrain de



L'Association a rencontré le responsable du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) à Nairobi. Il a été convenu que l'Association pourrait contribuer pleinement à la Campagne urbaine mondiale; il est envisagé de signer un mémorandum d'accord à cet égard dans un avenir proche. Par la même occasion, des contacts ont eu lieu avec le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et l'Association a été priée de participer à la campagne « Pour des villes résilientes ». Cette campagne inspirera les sessions ouvertes du Congrès de l'Association en 2011, 2012 et 2013.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

En novembre 2010, l'Association a participé au Congrès mondial de l'Association internationale des urbanistes, qui s'est tenue à Nairobi. À cette occasion, ses membres ont rencontré ceux du Comité de direction de l'Association des urbanistes et des représentants d'ONU-Habitat et du secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

Les relations avec la Section des ONG du Secrétariat de l'ONU n'ont pas été très dynamiques depuis le séminaire de décembre 2007 sur le développement durable, hormis un article élaboré conjointement avec la Fédération routière internationale sur la traversée du détroit de Béring qui a été présenté à la quarante-neuvième session de la Commission économique pour l'Europe, tenue à Genève en mars 2008. Depuis la mi-septembre 2010, des contacts étroits ont été établis avec ONU-Habitat à Nairobi et avec le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes à Genève. Le Directeur adjoint de la Stratégie a pris part au dernier Congrès mondial de l'industrie tunnelière.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les relations avec la Section des ONG du Secrétariat de l'ONU se sont poursuivies avec succès. En décembre 2007, à la demande de l'ONU, l'Association a organisé un séminaire au Siège de l'ONU à l'intention des représentants des États Membres en développement sur l'utilisation de l'espace souterrain comme solution inattendue en faveur du développement durable. En 2010, l'Association a participé au Forum urbain mondial à Rio de Janeiro et a pris part à plusieurs ateliers en vue de contribuer à sensibiliser à l'utilisation de l'espace souterrain afin de s'adapter aux changements climatiques, en particulier dans les mégapoles. Par le biais de son Comité sur l'utilisation de l'espace souterrain, l'Association internationale des tunnels et de l'espace souterrain a publié trois livres blancs sur les thèmes « Espace souterrain : questions et réponses », « Planification de l'utilisation de l'espace souterrain » et « Développement urbain souterrain durable ». L'Association organise régulièrement des conférences dans le monde entier et dans des universités technologiques sur le thème « Comment serait-il possible de planifier des villes durables sans utiliser l'espace souterrain? ».

## **5. Union internationale des économistes**

**(Statut consultatif général : 1999)**

### **Introduction**

Pas de changement

### **Objectifs et mission**

Promouvoir des réformes économiques comme moyen principal de développement communautaire mondial

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux travaux des Nations Unies**

L'Union internationale des économistes collabore avec l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne, des services de l'UNESCO et d'autres organisations internationales et organise des manifestations sous leur égide. Elle entreprend des activités en vue de faire avancer le programme de développement des Nations Unies et du Conseil économique et social, pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les recommandations issues des manifestations sont toujours publiées dans les brochures scientifiques et le journal *Econom* qui sont consultables par le public sur les sites Internet de l'Union internationale des économistes et envoyés à tous les membres et partenaires de l'organisation. Les activités les plus importantes menées ont été les suivantes : 2007 : seizième réunion annuelle de l'Union internationale des économistes, « Zones économiques spéciales – Expérience mondiale » (janvier, Shanghai-Sanya, Chine); douzième Congrès international sur le développement durable (avril, Montreux, Suisse); Conférence internationale sur le thème « Développement économique et environnement : stratégies, modèles, moyens de contrôle » (septembre, Sochi, Fédération de Russie); séminaires et tables rondes sur le thème « Problèmes liés à la sortie du socialisme ».

2010 : dix-neuvième réunion annuelle de l'Union internationale des économistes, « Expérience mondiale des mesures prises pour lutter contre la crise, spécialités de la mondialisation économique » (janvier, Rio de Janeiro, Brésil); dixième anniversaire du Congrès international, sur le thème de la « Modernisation comme moyen principal de développement économique » (mai, Montreux, Suisse); « Forum sur le développement économique durable » (juillet, Astana); Journée mondiale de l'habitat, sur le thème « Une ville meilleure, une vie meilleure » (octobre, Moscou).

L'Union internationale des économistes soutient et conçoit des programmes pour la jeunesse qui donnent aux jeunes une véritable chance de trouver la place qui leur revient dans le monde moderne et éduque les citoyens qui se préoccupent de la prospérité socioéconomique de la planète.

2007 : Club de discussion sur le thème : « Le monde est en faveur de la jeunesse » (mars, Moscou).

2008 : Programme pour la jeunesse sur le thème « Économie : théorie, politique, investissements » (mars, Moscou).

2009 : Premier Forum de la jeunesse sur les politiques économiques contre la crise (mai, Moscou); Jeu d'entreprise de la jeunesse internationale sur le thème « Sommet de l'Organisation de Shanghai pour la coopération – 2039 » (mai, Yekaterinburg, Fédération de Russie).

2010 : Premier Forum économique eurasiatique de la jeunesse sur la place et le rôle de la jeunesse dans le processus d'humanisation de l'économie mondiale (juin, Yekaterinburg, Fédération de Russie).

2007-2010 : Concours scientifiques de la jeunesse entre écoliers, étudiants et jeunes scientifiques.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

L'Union internationale des économistes met en œuvre des programmes sur les thèmes « Problèmes de la sécurité économique internationale », « Développement énergétique : questions de sécurité », « Expérience mondiale en matière de mesures de gestion de la crise », « Problèmes liés aux changements climatiques », « Développement économique durable », « Processus de mondialisation dans le monde », « L'éducation dans le monde moderne » parmi d'autres et a une activité de publication importante. L'organisation tient des réunions annuelles de ses membres sur des questions urgentes consacrées au développement de l'économie et à l'ordre du jour annuel de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil économique et social.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

En plus d'organiser des manifestations sous l'égide des organes de l'ONU, l'Union internationale des économistes mène des activités de publication et de sensibilisation. À la suite de sa quinzième réunion annuelle intitulée « Stratégie du développement socioéconomique des pays à économie de transition dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement », l'*Étude sur la situation économique et sociale dans le monde : financement du développement* a été publiée.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Union internationale des économistes organise diverses manifestations à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement convenus au niveau international, telles que : forums internationaux, congrès internationaux sur le développement régional, conférences, tables rondes, séminaires, colloques et rencontres internationales. L'organisation participe également aux manifestations organisées dans le cadre d'ONU-Habitat.

### **Informations complémentaires**

À l'heure actuelle, l'Union internationale des économistes regroupe les représentants de 48 pays. Elle a des représentants et des bureaux dans 21 pays et compte plus de 350 membres, dont des entités juridiques et des particuliers. Les membres de l'organisation sont des unions et associations d'économistes nationales et régionales, d'éminents théoriciens et praticiens de l'économie, des personnalités

publiques, des agents publics, et des représentants de milieux d'affaires de divers pays.

## **6. Fondation ISHA**

**(Statut consultatif spécial : depuis 2007)**

### **Introduction**

La fondation ISHA aspire à une population rurale enthousiaste de faire revivre ses communautés villageoises.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

Pas de changement

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

La Fondation a pour mission d'œuvrer, en collaboration avec les communautés défavorisées, à l'amélioration des soins de santé holistique ainsi qu'à la recherche de moyens qui permettent de dispenser un enseignement de qualité et peu coûteux aux enfants et de vivre en harmonie avec l'environnement. Depuis 2003, les projets simples mais novateurs qu'a conçus la Fondation ont aidé certaines communautés rurales à faire revivre des systèmes traditionnels et à acquérir un savoir-faire moderne. Au cours des quatre années écoulées, la fondation s'est attachée à élaborer et à exécuter des programmes portant sur la santé, l'éducation et l'environnement en milieu rural. En septembre 2010, elle a présenté à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par l'intermédiaire du Ministère indien de l'agriculture, un document de réflexion dans lequel elle formulait, comme on le lui avait demandé, des propositions relatives au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Elle a aussi été invitée à soumettre, en 2011, une proposition complète aux fins de la promotion de techniques de conservation des ressources phytogénétiques dans les exploitations agricoles.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

**2008.** En septembre 2008, la Fondation a assisté, au siège de l'UNESCO, à Paris, à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, sur le thème « Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : la Déclaration universelle à 60 ans ».

**2010.** La Fondation a présenté une déclaration écrite intitulée « L'égalité des sexes à travers le sport », à la réunion de haut niveau de 2010 du Conseil économique et social (tenue en juin et juillet au Siège de l'ONU) portant sur l'examen ministériel annuel consacré au thème « Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme ».

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

ISHA est affiliée à la Section des organisations non gouvernementales et des relations interorganisations du Département de l'information et œuvre, de concert avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et en coopération avec le Ministère indien de la jeunesse et des sports, à la promotion d'un programme mis en place par le Gouvernement central pour encourager la pratique du sport dans les zones rurales. Elle a fait part des succès qu'elle a remportés en incitant les communautés à se servir du sport pour mieux sensibiliser la population aux questions de santé et d'environnement. Une de ces initiatives, destinée à promouvoir le sport parmi les jeunes autochtones, est présentée dans un livre d'illustrations publié spécialement à l'occasion des Jeux du Commonwealth et parrainé par l'UNICEF, qui s'intitule : « The Power of Sport ». Grâce aux contacts qu'elle a pu établir avec le Gouvernement indien et qui ont été facilités par l'UNICEF, la Fondation a été invitée à envoyer certains de ses membres participer – à titre aussi bien de stagiaires que de formateurs – à deux sessions de formation tenues à l'Institut national d'éducation physique Laxmibai, au cours desquelles les participants ont échangé des données d'expérience sur l'utilisation du sport et du yoga en tant que moyen de mobiliser les communautés. En 2011, dans le cadre de son projet « Isha Vidhya » initiative visant à développer l'enseignement dans les zones rurales, la fondation ISHA a collaboré à la mise en œuvre d'un programme phare de la FAO pour l'éducation des populations rurales.

### **Initiatives visant à favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

ISHA s'est efforcée, par ses activités, de contribuer à la réalisation des objectifs 2 à 7 du Millénaire pour le développement, dans l'État du Tamil-Nadu. Plus de 2 000 enfants scolarisés dans 7 établissements relevant de l'Initiative « Isha Vidhya » – et dont près de la moitié étaient des filles – ont progressé dans l'acquisition de compétences hautement recherchées, telles que la maîtrise de l'anglais et de l'informatique. Dans le cadre du projet « Green Hands », des dizaines de milliers de familles d'agriculteurs ont planté plus de 5 millions d'arbres afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'atténuer les effets des changements climatiques. Certains travaux de recherche et de conception ont débouché sur de nouveaux projets qui visent à promouvoir la création d'espaces verts dans les zones urbaines et à faire revivre les pratiques agricoles durables. Opérant à partir de dispensaires ruraux dont 16 sont itinérants et 4 fixes, la Fondation a prodigué, depuis 2007, des soins de santé primaires à plus d'un million de patients. En outre, elle a lancé, en collaboration avec le Ministère indien de la santé, un projet novateur (AYUSH) visant à renforcer les systèmes traditionnels de médecine indienne, qui donne la priorité à la prévention des maladies et doit contribuer à la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile dans près de 300 hameaux où vivent des populations tribales et qui relèvent de 14 municipalités situées dans le district de Namakkal. Depuis 2008, le centre de santé communautaire de la Fondation (« Womb of Compassion ») offre, à titre gratuit, des soins, une aide psychologique et des services de proximité à plus d'un millier de personnes vivant avec le VIH/sida. ISHA concourt également à l'exécution du projet de prévention du sida et de lutte contre cette maladie « Link Workers Scheme », qui est parrainé par le Ministère indien de la santé et de la protection de la famille, en dispensant à des auxiliaires médicaux opérant à l'échelle des villages, une formation qui leur permette de repérer et d'aider les groupes à haut risque dans plus d'une centaine de

communautés. La Fondation a aussi publié, avec l'appui de l'USAID, une brochure intitulée « Compassion cannot choose » qui vise à sensibiliser le public au sort des personnes vivant avec le VIH/sida.

### **Information complémentaire**

En 2010, lors de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, à New Delhi, le projet Green Hands de la Fondation s'est vu décerner, au nom de la population du Tamil-Nadu qui, depuis 2005, a pris soin de plus de 8,2 millions de jeunes arbres, le prestigieux Indira Gandhi Paryavaran Puraskar, récompense la plus haute que l'Inde accorde aux défenseurs de l'environnement. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) décrit certains des projets de la Fondation dans les brochures intitulées « Why People become leaders in AIDS work » et « Campagne pour un milliard d'arbres » qui ont été publiées sous les auspices de l'ONU.

## **7. Japan Federation of Bar Associations**

**(Statut consultatif spécial :1999)**

### **Introduction**

Pas de changement

### **Objectifs et mission**

Pas de changement

### **Changement à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

La Japan Federation of Bar Associations a dispensé à des avocats irakiens une formation au droit international relatif aux droits de l'homme et au droit humanitaire international, qui a été financée par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (Prague, mars 2009). Elle a aussi organisé un séminaire afin de sensibiliser les avocats japonais au problème de la traite des êtres humains, une des questions les plus cruciales inscrites à l'ordre du jour du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Tokyo en mars 2010. En outre, elle entreprend régulièrement (3 à 4 fois par an) à l'intention de praticiens du droit et d'universitaires, une étude du droit international des droits de l'homme. Elle a aussi assuré gratuitement, comme l'avait suggéré le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la représentation juridique de personnes ayant demandé l'asile au Japon.

La Japan Federation of Bar Associations a participé aux conférences et réunions ci-après organisées sous les auspices d'organes et d'organismes des Nations Unies, en y dépêchant à certaines occasions des délégués, en présentant des déclarations écrites ou orales et en publiant des rapports :

- Procédure d'examen des rapports des États relatifs à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans le

cadre de laquelle elle a présenté un rapport écrit et participé à des réunions d'organisations non gouvernementales (Genève, avril 2007);

- Seizième et dix-septième sessions (tenues à Vienne en avril 2007 et avril 2008 respectivement) de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;
- La deuxième Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (tenue à Bali en janvier 2008);
- Les cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme qui ont eu lieu à New York, en février 2008, mars 2009 et février 2010 respectivement, et au cours desquelles elle a fait une déclaration orale (à la cinquante-deuxième session);
- La deuxième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel durant laquelle elle a présenté un rapport écrit et fait une déclaration orale (Genève, mai 2008);
- La procédure d'examen des rapports des États concernant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des réunions d'organisations non gouvernementales, au cours desquelles elle a présenté un rapport écrit et participé à des réunions tenues par les organisations susmentionnées (Genève, octobre 2008);
- La session préliminaire du groupe de travail sur la procédure d'examen de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, au cours de laquelle elle a communiqué des informations au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et fait une déclaration orale (Genève, novembre 2008); ainsi que des réunions du Comité consacrées à la procédure d'examen relative à la Convention, durant lesquelles elle a présenté des rapports écrits en juillet 2009 et février 2010;
- La réunion du groupe de travail de présession sur la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, au cours de laquelle elle a présenté un rapport écrit (Genève, février 2010);
- Le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, à l'occasion duquel elle a organisé une manifestation parallèle (Salvador (Brésil), avril 2010);
- Une réunion sur la procédure d'examen concernant la Convention relative aux droits de l'enfant et deux protocoles facultatifs à cet instrument (tenue à Genève en mai 2010).

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

Japan Federation of Bar Associations a eu des entretiens avec des responsables du Comité contre la torture, du Comité des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, de même qu'elle a tenu une conférence à l'intention du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, du Rapporteur spécial des Nations Unies chargé des droits des migrants et

de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres hauts fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de l'Organisation internationale du Travail (OIT). La Fédération a aussi tenu un séminaire, organisé de concert avec l'Université Waseda, et en collaboration avec le Comité des droits de l'homme (Tokyo, novembre 2010).

### **Initiatives visant à favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Japan Federation of Bar Associations a créé un Comité sur la pauvreté, dans le but d'éliminer la pauvreté, d'offrir des consultations juridiques gratuites aux pauvres et de formuler, à l'intention du Gouvernement japonais, différentes propositions politiques tendant à lutter contre le paupérisme, dont une proposition appelant à un élargissement des services d'assistance juridique. La Fondation a aussi mis sur pied un centre pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, qui œuvre en faveur de la parité des sexes et mène différentes activités, telles que l'élaboration de directives et l'institution de mécanismes de recours. Elle a aussi adressé au Gouvernement japonais une lettre dans laquelle elle demande que l'on introduise le principe de la viabilité énergétique.

### **Information complémentaire**

Pour venir en aide à ceux de ses membres qui souhaitent travailler à l'ONU, la Japan Federation of Bar Associations a créé spécialement à leur intention, sur son site Web, une page qui contient des informations relatives aux institutions internationales, tenu (une à deux fois par an) à l'intention d'avocats, d'avocats stagiaires et d'étudiants en droit un séminaire portant sur les activités des institutions susmentionnées, et organisé en octobre 2008, une table ronde à laquelle ont participé des spécialistes du droit ayant travaillé à l'ONU ou dans d'autres organisations internationales connexes.

## **8. Kids Can Free the Children**

**(Statut consultatif spécial : 2003)**

### **Introduction**

Kids Can Free the Children est une association caritative internationale œuvrant en faveur des enfants et de l'éducation, qui est immatriculée au Canada, aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ses projets internationaux, conçus suivant un modèle de développement holistique qui lui est propre (Adopt a Village), sont exécutés dans sept pays (Chine rurale, Équateur, Haïti, Inde, Kenya, Sierra Leone et Sri Lanka).

### **Objectifs et mission**

Depuis sa fondation en 1995, l'organisation s'est transformée en l'un des principaux réseaux mondiaux d'aide à l'enfance par le biais de l'éducation. Elle a pour mission : a) de libérer les enfants des pays en développement de la pauvreté et de l'exploitation, en leur offrant la possibilité d'aller à l'école; et b) de donner aux enfants des pays où elle est immatriculée et des autres parties du monde, les moyens de faire bouger les choses. Sur le plan interne, elle s'emploie, à titre de partenaire



pour l'éducation, à donner à de jeunes dirigeants les moyens de susciter des changements constructifs à l'échelle aussi bien locale que mondiale. Au niveau international, elle exécute une série de projets de développement, en attachant une importance toute particulière à l'éducation, à la santé, à la recherche de nouvelles activités rémunératrices ainsi qu'à l'approvisionnement en eau salubre.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

Kids Can Free the Children s'attache à promouvoir, par le biais de ses différentes activités, la réalisation de l'objectif visé par l'ONU, à savoir améliorer les conditions de vie des pauvres, venir à bout de la faim, de la maladie et de l'analphabétisme, et encourager le respect des droits et des libertés d'autrui. En Chine, en Équateur, en Haïti, en Inde, au Kenya, en Sierra Leone et à Sri Lanka, elle s'emploie activement, en s'inspirant de son modèle de développement qui est unique en son genre, à lever les obstacles qui empêchent les enfants d'avoir accès à l'éducation. À cette fin, elle veille à ce que les communautés avec lesquelles elle travaille aient accès à de l'eau salubre et potable, à des soins de santé complets, à une éducation de qualité et à des activités qui leur procurent des revenus. Ces objectifs correspondent à ceux du Millénaire pour le développement, aussi bien sur le plan interne qu'à l'échelle internationale.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

Kids Can Free the Children a amplement collaboré avec la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH), à laquelle elle a présenté son modèle de développement et ses plans de travail, à Dos Palais et à Terre Cassée. Elle a aussi demandé à la Mission des conseils pour la distribution de l'aide sur le plateau central d'Haïti et elle se concerta régulièrement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

Dans tous les pays où elle opère, l'organisation Kids Can Free the Children œuvre en collaboration avec les organisations gouvernementales. Ceci permet d'assurer la viabilité de ces projets qui sont exécutés en coopération avec les communautés locales et avec l'appui des administrations locales et centrales. Entre janvier et avril 2010, Kids Can Free the Children a collaboré avec la MINUSTAH pour acheminer une aide humanitaire d'urgence constituée de 10 conteneurs chargés de secours destinés à Haïti. La collaboration avec l'ONU a permis d'assurer la sécurité de cet acheminement ainsi que l'harmonisation et la coordination des efforts d'assistance.

### **Initiatives visant à favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Sur le plan interne, l'organisation Kids Can Free the Children a développé de très nombreux programmes de cours destinés à familiariser les jeunes avec les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces ressources pédagogiques offrent aux éducateurs les moyens de dispenser un enseignement vivant à leurs élèves et

d'inciter les jeunes à trouver des solutions aux problèmes qui se posent dans le monde. Sur le plan international, Kids Can Free the Children a pour tâche de libérer les enfants de la pauvreté et de l'exploitation. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie à cet effet dans les pays où elle opère, elle appuie l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, par la voie d'un modèle de développement holistique qui vise à créer des changements systémiques dans les communautés rurales et marginalisées du monde entier. Elle a aussi contribué à la réalisation de l'objectif 2 en Chine, en Équateur, en Haïti, en Inde, au Kenya, en Sierra Leone et à Sri Lanka, où elle a offert à 55 000 enfants un accès à l'enseignement primaire. Pour ce faire, elle s'est inspirée très largement de son modèle de développement holistique qui s'articule autour des quatre éléments fondamentaux suivants : éducation; accès à l'eau salubre et aux installations sanitaires; soins de santé; et nouvelles activités rémunératrices. L'organisation apporte également un appui à la réalisation de l'objectif 3, afin de garantir que les petites filles puissent avoir accès, au même titre que les garçons, à l'éducation; elle s'efforce aussi de réduire les obstacles qui empêchent les filles d'aller à l'école. Dans les pays où elle opère, elle coopère avec des groupes de femmes, en dispensant un enseignement et en fournissant un encadrement dans les domaines suivants : alphabétisation et formation aux compétences de base, développement de microentreprises, calcul et formation commerciale. Elle continue également de soutenir la réalisation de l'objectif 4. Elle vient d'ouvrir, au Kenya, son premier centre de santé qui dessert 40 000 personnes dans la région de Masai Mara. Outre le traitement des enfants et de leur famille, ce centre dispense des soins prénatals aux femmes enceintes.

## **9. Korean Institute for Women and Politics**

**(Statut consultatif spécial : 1999)**

### **Introduction**

Pas de changement

### **Objectifs et mission**

Pas de changement

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

Le Korean Institute for Women and Politics (l'Institut) a sensibilisé l'opinion publique aux activités de l'Organisation des Nations Unies et en a mis en œuvre les politiques dans le domaine des droits fondamentaux de la femme par les actions suivantes :

- Il a organisé en 2009 un grand débat sur le thème « Femmes! Égalité des droits, égalité des responsabilités » et en 2010 la manifestation « Femmes! Beijing, 15 ans après » au Centre coréen de la presse;
- En novembre 2007, il a tenu un débat sur le thème « Politiques en faveur des femmes dans le cadre de l'élection présidentielle » et élaboré un programme sur le rôle prépondérant des femmes en politique;

- Entre août et octobre 2008, il a monté un projet sur le suivi du travail des assemblées locales pour voir comment les politiques concernant les femmes sont appliquées. L'objectif du projet était d'évaluer et de mesurer les résultats obtenus en matière de promotion des femmes du point de vue des femmes elles-mêmes;
- Entre mai et juillet 2009, l'Institut a proposé un cours d'éducation politique pour femmes de 10 semaines intitulé « Académie politique des femmes à l'occasion des élections locales de 2010 : ma mission, ma vision, ma passion », à l'intention des futures candidates aux élections;
- En mai 2010, il a procédé à une enquête d'opinion publique sur la participation des femmes en politique et, entre juillet et septembre 2010, à un examen des mesures institutionnelles et constitutionnelles à prendre pour assurer l'égalité des sexes au travail et au foyer, sous l'égide de l'administration de la capitale métropolitaine de Séoul.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

L'Institut a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, de la cinquante et unième à la cinquante-quatrième, qui se sont tenues en 2007, 2008, 2009 et 2010. Il a organisé des manifestations parallèles d'ONG sur le thème « Autonomisation des adolescentes dans les pays asiatiques : violence, éducation et développement des cadres » (février 2007); « Financement de l'autonomisation des filles et des jeunes femmes dans la région de l'Asie et du Pacifique » (février 2008); « Inégalité entre les sexes c. partage des responsabilités en Asie » (mars 2009); et « Changement climatique et prise en compte de la problématique hommes-femmes » en mars 2010 au Church Center des Nations Unies.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

**En octobre 2008**, l'Institut a tenu à Manille, en coopération avec le Center for Asia-Pacific Women in politics, le « Congrès mondial des femmes politiques » dont le thème était « Les femmes face au changement climatique et dans la réduction des risques de catastrophe »; cette manifestation était coparrainée par le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Campagne mondiale de réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes et l'Alliance pour le climat.

**Entre 2007 et 2009**, l'organisation a coparrainé avec le Center for Asia-Pacific Women in politics une manifestation intitulée « Pour une gouvernance soucieuse de la problématique hommes-femmes », qui a bénéficié de l'aide financière du Programme des Nations Unies pour le développement, par l'intermédiaire de son Réseau pour l'égalité des sexes en Asie et dans le Pacifique et de son Programme de gouvernance régionale pour l'Asie et le Pacifique.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

**2008-2009** : L'organisation a promu l'égalité des sexes et permis la tenue d'un grand débat de femmes sur le thème « Attitudes politiques et participation électorale dans les années 20 et 30 » (2008), pour célébrer son dix-neuvième anniversaire. Elle

en a tenu un autre en 2009 sur le thème « Présent et avenir de l'action politique des femmes coréennes » à l'occasion de son vingtième anniversaire le 30 juillet.

**En novembre 2009**, l'organisation a consacré une table ronde au thème « Comment assurer l'égalité de participation aux élections locales de 2010 » et a mené une campagne sur le thème « Pour une égalité hommes-femmes dans la politique locale »; elle a effectivement collaboré avec 450 associations et a contribué à atteindre un taux de représentation féminine dépassant les 20 %.

**En 2009**, l'organisation a proposé un cours de huit semaines sur le thème « La nouvelle génération de femmes politiques ».

**Août-septembre 2010** : Des représentants de l'organisation ont participé à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, dont le thème était : « Faire progresser la santé mondiale : réaliser les objectifs du Millénaire » et qui s'est tenue à Melbourne (Australie).

**Août 2010** : L'organisation a présenté une communication exposant le point de vue de la République de Corée et de l'Asie lors d'un séminaire sur le thème « Dialogue international sur la santé mondiale de la naissance à la maturité », organisé par l'International Health Awareness Network. En outre, elle a participé, à titre d'intervenant, à un forum sur le thème : « La santé publique mondiale : réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement en temps de crise », organisé par la Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales.

**Septembre 2008** : L'organisation a tenu un colloque sur « Le rôle des femmes dans l'action de lutte contre le changement climatique »;

**Mai-octobre 2009** : Elle a assuré le déroulement d'une manifestation intitulée : « Women up, green up! green life politics coordination ».

## **10. Lama Gangchen World Peace Foundation**

**(Statut consultatif spécial : 2007)**

### **Introduction**

ONG internationale créée le 7 juillet 1992 et officiellement enregistrée auprès du Gouvernement espagnol le 22 novembre 1993, Lama Gangchen World Peace Foundation a été accréditée auprès du Département de l'information en 1997.

### **Objectifs et mission**

La Fondation s'emploie activement à promouvoir une culture de la paix et de meilleurs modes de vie en vue de réaliser la paix dans le monde, en s'impliquant avec d'autres entités dans des projets humanitaires dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la spiritualité, du dialogue interreligieux et de la préservation des cultures autochtones.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

L'organisation a participé à des activités de coopération médicale internationale au titre de projets sanitaires en Chine, en Inde, au Népal et au Tibet (notamment à la mise en place de la stratégie de traitement de brève durée sous surveillance directe du programme de lutte contre la tuberculose et du centre de santé maternelle et infantile appelé Himalayan Healing Centre à Katmandou), pour appuyer les programmes de l'Organisation mondiale de la Santé et son initiative « La santé pour tous – tous pour la santé »; elle a participé à des congrès internationaux, comme celui de Beijing sur la promotion des médecines naturelles et la troisième conférence internationale sur la modernisation de la médecine traditionnelle chinoise, qui s'est tenue à Chengdu (Chine) en novembre 2010. En 1993, la Fondation a créé l'Himalayan Healing Centre à la périphérie de Katmandou. Depuis cette date, le centre a fourni aux groupes les plus pauvres et les plus nécessiteux de la population locale des prestations médicales à un coût minimal, sous forme de consultations, de médicaments et de traitements, la réalisation d'analyses de sang et d'urine, de vaccins, de soins dentaires et ophtalmologiques, ainsi que de services de planification familiale. Le centre sert aussi de relais à d'importants programmes de sensibilisation sanitaire à l'intention de la population locale. Il propose en outre des programmes pédagogiques pour les enfants népalais, dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde et de la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur le travail des enfants.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

Des représentants de la Fondation participent aux conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (en 2007 à New York; en 2008 à Paris au siège de l'UNESCO, pour le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et en 2009 à Melbourne).

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

Voir la première partie de la section précédente, intitulée « Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU »

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fondation a mis en place des programmes pédagogiques à l'intention des enfants népalais dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde et de la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur le travail des enfants. Grâce au programme de parrainage à distance de la Fondation, environ 900 enfants ont été scolarisés dans la région de Katmandou. En 2010, 56 enfants parrainés ont passé l'examen de fin d'études. Ces jeunes adultes avaient été parmi les tout premiers enfants parrainés.

Dans le cadre de la coopération médicale internationale mentionnée précédemment, en 2007 près de 12 000 personnes, en majorité des femmes, ont bénéficié de soins. Chaque année, le dispensaire accueille des médecins occidentaux qui travaillent bénévolement aux côtés du personnel permanent népalais. Depuis

2008, la Fondation apporte son soutien à un petit foyer géré par des volontaires népalais dans lequel sont pris en charge 30 orphelins.

Au fil des années, les projets de reforestation soutenus par la Fondation ont permis de créer plusieurs zones vertes dans la région. En 2008, une nouvelle zone verte a été créée dans la région du village de Gangchen, avec la plantation de 4 000 jeunes arbres; 20 000 autres arbres ont été plantés dans la périphérie du village de Dakshu. À ce jour, plus de 60 000 arbres ont été plantés dans la région.

En 2007, une grande serre dans le village de Nye a été financée et une autre, plus petite, a été construite dans le parc de l'école du village. Ces serres permettent aujourd'hui de fournir des légumes frais aux enfants de l'école, ainsi qu'aux personnes âgées et aux malades.

En 2008, à la demande de la population locale, il a été fait don à chaque village d'un petit tracteur afin d'aider à améliorer le rendement agricole; l'engin peut également servir à transporter de l'eau, des outils, des provisions et même des personnes malades ayant besoin de soins médicaux.

### **Information complémentaire**

L'organisation collabore à des émissions radiophoniques de promotion de la paix, avec Radio Atlanta (fréquence urbaine FM 91.450) et le Himalayan Broadcasting Network HBC94fm, et avec Lama Gangchen World Peace Media, dont le siège se trouve à Shenzhen (Chine), pour la préservation du patrimoine culturel.

## **11. Legião da Boa Vontade**

**(Statut consultatif général : 1999)**

### **Introduction**

Pas de changement

### **Objectifs et mission**

Pas de changement

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

Depuis plus de 61 ans, l'organisation Legião da Boa Vontade (Légion de la bonne volonté) fournit des services socioéducatifs à des personnes en situation de vulnérabilité sociale dans sept pays : l'Argentine, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, les États-Unis, le Paraguay, le Portugal et l'Uruguay. Elle offre en moyenne 8 millions de services par an, par l'intermédiaire d'écoles et de centres socioculturels et dans le cadre de projets de sensibilisation et de communication visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

- Des représentants ont régulièrement participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme au Siège de l'ONU à l'occasion desquelles l'organisation a présenté deux déclarations.
- Des représentants ont régulièrement participé aux débats de haut niveau du Conseil économique et social à New York ou Genève, à l'occasion desquels l'organisation a présenté trois déclarations. Des interventions orales ont été faites en 2007 et 2008. L'organisation a participé à plusieurs tables rondes ministérielles sur la connaissance et l'enseignement des sciences comme leviers du développement durable (2007-2008) et sur l'élimination de la pauvreté par l'éducation (2009-2010) et y a présenté des recommandations. En 2008, elle a organisé une manifestation en marge du débat de haut niveau sur la préservation de la forêt ombrophile et fait des exposés à l'occasion des examens ministériels annuels de 2007 et de 2008.
- Des représentants ont régulièrement participé aux conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, où ils ont présenté des recommandations sur les questions suivantes : les changements climatiques (2007), les droits de l'homme (2008) et la paix et le développement (2009).

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

- De 2007 à 2010, l'organisation a tenu des sessions annuelles de son forum intersectoriel Réseau société solidaire et organisé sa foire de l'innovation pour se préparer à la session de fond du débat de haut niveau du Conseil économique et social. Les conférences ont bénéficié du soutien du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, des centres d'information de l'ONU à Rio de Janeiro et Buenos Aires, du PNUD en Argentine, au Paraguay et en Uruguay, de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en Argentine ainsi que du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) dans l'État plurinational de Bolivie. Des milliers de personnalités représentant des ONG, les milieux universitaires, le secteur privé et les autorités locales y ont participé. Les fruits de ces consultations publiques ont été recueillis sous forme de recommandations de l'organisation. En 2007, sept conférences sur l'élimination de la pauvreté et de la faim ont été tenues dans les villes brésiliennes de Brasilia, São Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre, Aracaju et Santos, ainsi qu'à Buenos Aires. En 2008, huit conférences sur la viabilité environnementale ont eu lieu dans les villes brésiliennes de Rio de Janeiro, São Paulo, Brasilia, Belo Horizonte, Salvador, Porto Alegre et Manaus, ainsi qu'à Buenos Aires. En 2009 et 2010, sept conférences sur la santé et la qualité de vie et sur l'égalité des sexes se sont déroulées à Brasilia, São Paulo, Rio de Janeiro, La Paz, Montevideo, Asunción et Buenos Aires.

### **Initiatives visant à favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les programmes mis au point par l'organisation pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sont énumérés ci-dessous. Des statistiques issues de rapports d'audit externe ont été établies de 2007 à 2010.

- **Objectif 1.** Les initiatives menées comprenaient une collecte de dons (la ronde de la charité), sous forme d'aliments non périssables, eau, vêtements, produits d'hygiène, ainsi que des stages de formation professionnelle et d'aide sociale et juridique, donnant à 418 078 personnes l'accès à des droits sociaux fondamentaux. Des foyers pour enfants et personnes âgées ont offert à 1 253 personnes un abri quotidien.
- **Objectifs 2 et 6.** Le projet intitulé « Les enfants – l'avenir au présent » a permis d'offrir à 53 706 enfants âgés de 6 à 12 ans des activités périscolaires quotidiennes, un enseignement de qualité et une aide sociale de première nécessité. Le programme d'instruction élémentaire a permis d'octroyer à 9 532 enfants et à leur famille une formation sociale et un enseignement scolaire à plein temps de la maternelle au lycée. Le projet « Le sport c'est la vie » a donné à 6 174 enfants et adolescents l'occasion de pratiquer des sports favorisant des valeurs morales et culturelles dans un milieu sain, sans violence et à l'écart de la rue. Des centres sociaux ont offert à 8 665 personnes des services socioculturels animés par des thérapeutes et soignants.
- **Objectifs 3, 4 et 5.** Le programme « Être femme » a proposé à 882 femmes des réunions et ateliers de groupes d'entraide, des séances de formation à des activités génératrices de revenus et une aide psychologique et juridique.

## 12. Life for Relief and Development

(Statut consultatif spécial : 1999)

### Introduction

Life for Relief and Development a son siège à Southfield (Michigan), aux États-Unis, et des bureaux à Kaboul, Islamabad, Bagdad, Accra, Nazareth (Israël), Amman, Freetown, Port-au-Prince, Damas et Dubaï.

### Objectifs et mission

Pas de changement

### Changements à signaler

Pas de changement à signaler

### Contribution aux activités des Nations Unies

L'organisation contribue à la réalisation du programme de développement en menant des activités dans les domaines suivants :

a) **Promotion de la femme.** Éducation et formation des femmes, élimination de la pauvreté grâce à la création d'emplois et à des microprojets, et amélioration de la santé maternelle et infantile;

b) **Développement social et population.** Pour abaisser le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et promouvoir la protection de l'enfance, l'organisation mène des activités touchant l'alimentation et la santé, telles que construction de cliniques et d'hôpitaux, soins gratuits ou bon marché, aide aux handicapés (dons de fauteuils roulants, etc.), formation et création d'emplois, assistance familiale et parrainage d'orphelins;



c) **Développement durable.** L'organisation mène des activités de formation et d'enseignement à l'intention des réfugiés et des déplacés installés dans les villes.

#### **Participation à des réunions des Nations Unies**

Participation au débat de haut niveau que le Conseil économique et social a tenu du 30 juin au 3 juillet 2008 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Un représentant de l'organisation a participé à la table ronde du Forum pour la coopération en matière de développement pendant la session et au débat sur la promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement visant l'élimination de la pauvreté et le développement durable.

#### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

a) Participation au forum du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur le statut social des handicapés en Iraq organisé en janvier 2008 à Bagdad.

b) En 2007-2008, à Amman, participation d'un représentant de l'organisation à des réunions sectorielles hebdomadaires sur les questions de santé touchant l'Iraq, avec l'Organisation mondiale de la Santé. Des représentants ont aussi pris part à des activités organisées par l'UNICEF, le HCR, ONU-Habitat et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

- Connaissances informatiques de base : un total de 3 200 personnes ont été formées dans l'est du Soudan, en Éthiopie, en Iraq, en Jordanie et au Yémen.
- Formation coupe-couture : un total de 4 000 personnes ont été formées dans cinq centres en Iraq.
- Microprojets : en tout, 830 personnes ont reçu une aide en Éthiopie, en Palestine et en Somalie.
- Alimentation des enfants et distribution de vivres à des familles défavorisées : un total de 1 156 051 personnes ont reçu une aide alimentaire dans des pays et régions comme l'Afghanistan, le Bangladesh, la Bosnie-Herzégovine, le Cachemire, l'Érythrée, les États-Unis, l'Éthiopie, le Ghana, Haïti, l'Inde, l'Indonésie, l'Iraq, la Jordanie, le Kenya, le Liban, le Mali, le Niger, le Pakistan, la Palestine, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, la République arabe syrienne et le Yémen.
- Distribution de graines et d'outils agricoles : 500 000 sachets de graines ont été distribués en Sierra Leone.
- Don de vêtements et d'autres articles à des déplacés, des réfugiés et des familles dans le besoin : 932 345 personnes ont reçu une aide dans des pays et régions comme l'Afghanistan, le Bangladesh, les États-Unis, l'Indonésie, l'Iraq, la Jordanie, le Pakistan, la Palestine, la République arabe syrienne, la Sierra Leone et le Yémen.
- Distribution de matériel scolaire et de sacs à dos pour enfants : 2 632 enfants ont chacun reçu un sac à dos aux États-Unis, en Indonésie, en Iraq, en Sierra Leone et en Somalie.

- Construction ou rénovation d'écoles : deux écoles ont été rénovées en Afghanistan et un établissement d'enseignement secondaire a été construit en Iraq.
- Scolarisation des enfants : 400 élèves ont été inscrits dans des centres d'enseignement en Iraq.
- Formation des enseignants : 200 enseignants ont été formés en Iraq.
- Distribution de livres à des établissements scolaires et universitaires : 1 757 000 livres ont été distribués en Afghanistan, aux États-Unis, au Ghana, en Iraq, en Jordanie, au Pakistan, en Palestine, en Sierra Leone, en Somalie et au Yémen.
- Formation sur le rôle des femmes dans la société civile : en Iraq, 200 femmes ont reçu une formation sur le rôle des femmes dans la constitution.
- Construction de cliniques, d'hôpitaux et d'orphelinats : quatre cliniques ont été construites en Iraq, un hôpital a été construit en République arabe syrienne et un orphelinat a été construit en Sierra Leone.
- Soins de santé gratuits ou bon marché pour les enfants et les femmes enceintes : 254 000 personnes ont bénéficié de soins gratuits en Iraq.
- Distribution de fournitures médicales et de médicaments dans des hôpitaux et des cliniques en Haïti, en Iraq, au Pakistan, en Palestine, en Somalie et en République arabe syrienne, pour un montant total de 38 139 201 dollars.

#### **Objectif du Millénaire n° 6**

L'organisme a mené les initiatives suivantes :

- a) Fabrication et distribution de moustiquaires : 39 847 moustiquaires distribuées en Iraq;
- b) Distribution de trousse de premiers soins : 21 000 au Bangladesh et 200 en Palestine;
- c) Distribution de médicaments contre le choléra : 25 000 personnes aidées en Iraq;
- d) Distribution de fauteuils roulants à des handicapés : 200 en Iraq et 567 en Palestine;
- e) Formation de médecins et de professionnels de la santé : plus de 100 personnes formées en Iraq;
- f) Puits : 82 puits creusés en Afghanistan, en Éthiopie, au Ghana, en Sierra Leone et en Somalie;
- g) Purification de l'eau : 56 000 comprimés distribués en Iraq et 820 citernes installées en Palestine;
- h) Ouverture de services sanitaires dans des centres sociaux et des écoles : 12 centres communautaires construits en Haïti, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone.

De plus, l'organisation a fourni des médicaments essentiels à Haïti, à l'Iraq, au Pakistan, à la Palestine et à la République arabe syrienne, pour une valeur totale de

38 782 046 dollars. Elle a aussi œuvré à l'adoption des nouvelles technologies et installé des cybercafés dans l'est du Soudan, en Iraq, en Jordanie et au Yémen.

### **13. Link-Up (Queensland) Aboriginal Corporation**

**(Statut consultatif spécial : 1999)**

#### **Introduction**

L'organisation Link-Up (Queensland) Aboriginal Corporation s'est donné pour mission d'améliorer les conditions de vie des aborigènes d'Australie et des insulaires du détroit de Torrès en aidant les personnes de plus de 18 ans qui ont été séparées de force de leur famille, déplacées ou placées en institutions à retrouver leurs proches.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation propose les services suivants :

- Recherches sur l'histoire familiale et recherche de parents;
- Aide financière visant à favoriser les retrouvailles familiales, le retour au pays ou dans la localité d'origine et les visites au cimetière, et soutien psychosocial pendant et après les retrouvailles;
- Activités d'aide à la guérison (camps, groupes de soutien, accompagnement psychologique, mise en récit numérique, art-thérapie);
- Relations avec d'autres organisations pour des manifestations locales et des séances de formation.

#### **Changements à signaler**

Depuis que les autorités australiennes ont fait des excuses officielles aux aborigènes, de plus en plus d'autochtones cherchent à obtenir de l'aide et à retrouver des membres de leur famille. La reconnaissance officielle de ce qui a eu lieu dans le passé a légitimé le vécu de ces gens, qui auparavant se gardaient d'en parler.

#### **Contribution aux activités des Nations Unies**

Promotion des droits des peuples autochtones et appui à l'Instance permanente sur les questions autochtones.

#### **Participation à des réunions des Nations Unies**

L'organisation n'a officiellement participé à aucune réunion pendant la période considérée.

#### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

L'organisation n'a officiellement coopéré avec aucun organisme des Nations Unies pendant la période considérée.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation n'a pris aucune initiative de ce type pendant la période considérée.

### **Information complémentaire**

L'organisation resserrera volontiers les liens qui l'unissent aux organismes des Nations Unies.

## **14. Association internationale des femmes médecins**

**(Statut consultatif spécial : 1987)**

### **Introduction**

L'Association internationale des femmes médecins est une organisation non gouvernementale dont les membres sont des femmes médecins du monde entier. Cette association, qui existe depuis 1919, est apolitique, non confessionnelle et sans but lucratif.

### **Objectifs et mission**

L'Association a pour objet de donner aux femmes médecins la possibilité de se rencontrer pour discuter de questions relatives à la santé et au bien-être de l'humanité; de promouvoir l'intérêt général des femmes médecins en développant la coopération, les liens d'amitiés et la compréhension mutuelle hors de toute considération liée à la race, à la religion ou aux opinions politiques; de mettre fin aux inégalités fondées sur le sexe, entre les hommes et les femmes, et les filles et les garçons, dans le domaine de la santé et des soins médicaux, partout dans le monde; de mettre fin aux inégalités fondées sur le sexe au sein de la profession médicale; de promouvoir la santé pour tous dans le monde entier, en s'attachant particulièrement à la situation des femmes, et au rapport entre la santé et le développement. L'Association mène ses activités aux niveaux local, national et international pour atteindre ses objectifs.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler

### **Contribution aux activités des Nations Unies**

Les responsables de l'Association, titulaires et suppléantes, participaient aux réunions d'information hebdomadaires du Conseil économique et social au Siège de l'Organisation des Nations Unies et aux réunions annuelles du Comité de la planification de la Commission de la condition de la femme. Des rencontres parallèles sont organisées au mois de mars de chaque année pendant la session de la Commission de la condition de la femme sur différents thèmes tels que la santé des filles dans le contexte de la santé à l'échelon mondial (2007); l'existence d'organisations prêtes et disposées à œuvrer en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme et capables de le faire, mais avec quel financement? (2008); la responsabilité des hommes et le rôle des femmes médecins dans le monde au regard de la problématique hommes-femmes (2009); et Beijing+15 : les enjeux

des 15 prochaines années pour les femmes (2010). La principale responsable de l'Association est membre du Comité des organisations non gouvernementales sur le vieillissement de l'ONU. La représentante suppléante était membre du comité de la planification des ateliers organisés par le Département de l'information à l'intention des organisations non gouvernementales et membre de l'équipe qui a examiné les propositions formulées par les ateliers à la Conférence des organisations non gouvernementales organisée à Mexico par le Département de l'information. Elle a pris part à la préparation de la Conférence des organisations non gouvernementales du Département de l'information tenue à Melbourne (Australie) et notamment au comité d'examen des ateliers et elle a également assuré la présidence d'une table ronde pendant la Conférence. Lors de cette conférence, l'Association a organisé un atelier consacré à l'intégration de la notion d'égalité des sexes dans les soins médicaux, ses effets sur la santé dans le monde et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Participation à des réunions des Nations Unies**

En juin 2008, l'Association a participé au premier forum des chefs de file de la lutte contre le VIH/sida et de la tuberculose. Ce forum a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies et réuni des dirigeants du monde entier, le Secrétaire général et d'autres représentants de haut niveau. Le 20 mai 2009, la représentante suppléante de l'Association a présenté un exposé dans un groupe de discussion qui avait pour thème : « La santé des femmes : le passage obligé de la santé dans le monde, les soins médicaux et la politique de santé en faveur des femmes et des filles » organisé au Siège de l'Organisation des Nations Unies par la Commission de la condition de la femme et coparrainé par le Conseil économique et social.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

L'Association internationale des femmes médecins participe, en collaboration avec le FNUAP, à l'exécution de divers projets à l'échelon national, le dernier en date étant consacré au parrainage des femmes. Les adhérentes de la République-Unie de Tanzanie ont été associées de très près aux travaux du FNUAP. L'Association s'occupe, en liaison étroite avec l'OMS, de questions telles que les mutilations sexuelles infligées aux femmes, la violence contre les femmes et la prévention du cancer du col de l'utérus grâce à la vaccination contre le papillomavirus humain et elle continue à sensibiliser ses membres aux questions de l'égalité des sexes et la santé et de la sexualité des adolescents au moyen de manuels éducatifs qu'elle produit en coopération avec le FNUAP.

### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association internationale des femmes médecins faisait partie des premiers signataires du document intitulé « Stratégie mondiale visant à empêcher le personnel de santé de pratiquer des mutilations sexuelles féminines » aux côtés de l'OMS, d'ONUSIDA, du FNUAP, du HCR, de l'UNICEF et d'UNIFEM. La section canadienne de l'Association a joué un rôle décisif dans la campagne visant à obtenir le financement du vaccin contre le papillomavirus humain pour les filles d'âge scolaire dans ce pays et elle a également vivement recommandé la vaccination des garçons au même titre que des filles. La Présidente de l'Association siège dans un comité de l'OMS qui préconise la circoncision comme méthode permettant de

prévenir la transmission du VIH. Les membres de l'Association aux Philippines organisent régulièrement des journées de mobilisation en faveur de la circoncision visant à réduire la propagation des maladies sexuellement transmissibles. Grâce aux manuels de formation qu'elle a publiés sur l'égalité des sexes et la santé et sur la sexualité des adolescents, l'Association s'efforce de former les médecins pour qu'ils participent à l'abolition des pratiques entachées de discrimination sexuelle à l'occasion des soins qu'ils dispensent à leurs patients et à l'éducation des adolescents à la sexualité.

#### **Information complémentaire**

La représentante suppléante de l'Association internationale des femmes médecins a écrit et publié un ouvrage sur la santé et les droits humains des femmes dans le monde intitulé « Women's global health and human rights » qui est paru en avril 2009.

### **15. Mercy-USA for Aid and Development**

**(Statut consultatif spécial : 1995)**

#### **Introduction**

Aucun changement

#### **Objectifs et mission**

Aucun changement

#### **Changements à signaler**

Aucun changement à signaler

#### **Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies**

De 2007 à 2010, l'organisation a concentré ses interventions sur les domaines suivants : l'alimentation au Kenya et en Somalie; les programmes de santé maternelle et infantile en Somalie; l'eau, l'assainissement et l'hygiène au Kenya et en Somalie; le contrôle des maladies infectieuses comme la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida en Somalie; l'agriculture et la sécurité alimentaire en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et en Indonésie; l'éducation et l'alimentation scolaire au Bangladesh, au Kenya, au Pakistan (province du Khyber Pashtunkhwa) et en Palestine (bande de Gaza); la formation professionnelle des orphelins et d'autres catégories de jeunes vulnérables en Albanie, en Indonésie, au Liban (réfugiés palestiniens); les mesures prises pour faire face aux catastrophes au Bangladesh, en Haïti, en Indonésie, au Liban, au Pakistan (province du Khyber Pashtunkhwa) et en Palestine (bande de Gaza).

#### **Participation à des réunions des Nations Unies**

En octobre 2010, des représentants de l'Association ont participé à la Conférence internationale organisée à Beyrouth par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour dresser le bilan de 60 ans de secours et de travaux de l'UNRWA au bénéfice

des réfugiés de Palestine. En novembre 2009, ils ont participé à une réunion des pays donateurs et des pays hôtes de l'UNRWA en Jordanie.

### **Coopération avec des entités des Nations Unies**

En 2010, la FAO a fourni à l'organisation des semences potagères et des engrais pour qu'ils soient distribués à 2 050 agriculteurs sinistrés à la suite du séisme qui avait frappé l'île de Sumatra en Indonésie. En 2007 et 2008, avec l'appui de la FAO, l'organisation a distribué des semences potagères, du bétail, des pompes à eau et des équipements de pisciculture à plus de 1 560 agriculteurs victimes du tsunami dans l'est de la province d'Aceh en Indonésie. Le financement de la FAO a également permis de mettre en place des formations et de fournir une assistance pour la création de coopératives. En 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a contribué au financement d'interventions de l'organisation dans le domaine de la nutrition dans 15 localités dans le comté de Kajiado au Kenya. En 2007, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a apporté son soutien au programme d'alimentation complémentaire de l'organisation dans le district de Jilib en Somalie, à des campagnes de sensibilisation aux questions de nutrition et de santé ainsi qu'au nettoyage des puits à Jilib. En 2010, l'organisation a octroyé des dons à l'UNICEF pour soutenir les projets exécutés par le Fonds en Haïti. De 2009 à 2010, l'UNICEF a soutenu une intervention de l'organisation dans le domaine de la nutrition dans le comté de Kajiado au Kenya. En décembre 2010, 4 302 enfants de moins de 5 ans souffrant d'une forme modérée de malnutrition aiguë et 1 253 enfants de moins de 5 ans souffrant d'une forme grave de malnutrition aiguë ainsi que 701 femmes enceintes ou mères allaitantes avaient bénéficié de ce programme, dans 27 localités. De 2007 à 2010, l'UNICEF a fourni, entre autres produits alimentaires spécialisés, des rations de Plumpy Nut et d'UNIMIX, à l'organisation pour soutenir son action dans le domaine de la nutrition dans la partie centrale du sud de la Somalie, ce qui a permis de soigner environ 45 000 enfants de moins de 5 ans souffrant d'une forme grave ou modérée de malnutrition. De 2007 à 2010, l'UNICEF a fourni des médicaments et des fournitures pour les programmes de soins de santé primaires de l'organisation dans la partie centrale du sud de la Somalie qui ont permis de dispenser des soins à plus de 37 000 enfants de moins de 5 ans ainsi qu'à 13 000 femmes enceintes ou mères allaitantes. En 2007 et 2008, l'organisation a distribué 21 600 moustiquaires imprégnées d'insecticide fournies par l'UNICEF dans la partie centrale du sud de la Somalie. En 2007, l'UNICEF a octroyé à l'organisation des fonds provenant de dons, qui ont permis de creuser 11 nouveaux puits, d'en réparer 9 autres et de construire 200 latrines à Galgadud, en Somalie. En 2010 l'organisation a apporté un financement à l'UNRWA qui a permis de servir quotidiennement des repas gratuits à l'école à environ 6 200 enfants scolarisés dans huit écoles à Gaza. En 2009, l'organisation avait octroyé à l'UNRWA un financement similaire qui a permis de servir quotidiennement des repas à 18 900 enfants scolarisés dans 22 écoles à Gaza ainsi qu'un autre financement qui a permis de distribuer 10 379 litres d'huile de tournesol à plus de 2 160 familles dans le besoin (soit environ 10 800 personnes), dans le cadre du projet de distribution générale de vivres de l'UNRWA aux familles vulnérables de Gaza. En 2009, le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni à l'organisation des rations d'UNIMIX pour des enfants souffrant de malnutrition modérée en Somalie. En 2010, le Programme alimentaire mondial a fourni à l'organisation des produits alimentaires spécialisés pour des enfants souffrant de malnutrition au Kenya. Depuis 1999, l'organisation reçoit régulièrement du

Programme alimentaire mondial des vivres destinés aux patients des centres de traitement de la tuberculose de l'organisation en Somalie. Depuis 1994 (et notamment entre 2007 et 2010), l'organisation, aux côtés de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'efforce d'enrayer la propagation de la tuberculose en Somalie. L'OMS fournit des moustiquaires imprégnées d'insecticide aux cinq centres de traitement de la tuberculose de l'organisation en Somalie, qui soignent gratuitement environ 1 000 patients par an. Ces centres assurent également la formation d'élèves infirmiers.

#### **Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Objectif du Millénaire pour le développement n° 1, cible 2. Au total, 168 000 enfants ont été nourris ou ont reçu des soins nutritionnels; 13 200 femmes enceintes ont bénéficié de soins prénatals et 15 000 mères ont reçu une formation dans le domaine de la nutrition.

Objectif du Millénaire pour le développement n° 2, cible 3. Au total, 25 600 élèves ont bénéficié quotidiennement d'un repas gratuit à l'école et 10 écoles ont été construites ou rénovées.

Objectif du Millénaire pour le développement n° 3, cible 4. Au total, 13 900 filles scolarisées dans l'enseignement primaire ont bénéficié quotidiennement d'un repas gratuit à l'école.

Objectif du Millénaire pour le développement n° 4, cible 5. Au total, 2 330 enfants ont été vaccinés contre la rougeole, la poliomyélite et d'autres maladies évitables et 9 360 enfants ont reçu des oligoéléments, notamment de la vitamine A.

Objectif du Millénaire pour le développement n° 5, cible 6. Au total, 800 femmes enceintes ont été vaccinées; 4 370 femmes enceintes et mères allaitantes ont reçu de la vitamine A et des doses de fer/folate et 2 300 accouchements ont été pratiqués par des sages-femmes ayant reçu une formation.

Objectif du Millénaire pour le développement n° 6, cible 8. Au total, 21 600 moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées; 4 650 patients atteints de tuberculose ont reçu des soins et 5 870 malades du VIH/sida ont subi des tests, ont été soignés et ont bénéficié de conseils.

Objectif du Millénaire pour le développement n° 7, cible 10. Au total, 327 points de distribution d'eau potable ont été installés; 636 latrines hygiéniques ont été construites dans des habitations particulières et des installations sanitaires ont été construites dans 32 écoles.